



« DANS NOTRE CORPS, C'EST CHEZ NOUS ET CE N'EST PAS CHEZ EUX ! »

ENTRETIEN AVEC JEANNE VERCHEVAL-VERVOORT

Laurence STEVELINCK

Militante féministe

Malgré toute l'humilité qui la caractérise, on ne peut qu'affirmer que Jeanne Vercheval-Vervoort est une figure emblématique du féminisme belge¹. Avec son mouvement, les Marie Mineur, dans les années 1970 dans la région du Centre, elle a soutenu les travailleuses en grève et a également aidé les femmes à avorter, alors que la loi l'interdisait. De nombreuses actions de désobéissance civile ont été menées pour faire plier le législateur. C'est notamment grâce à cette combattante acharnée, qui a milité aux côtés des Dolle Mina flamandes et des Comitès Peers², que l'avortement est partiellement légalisé en Belgique depuis 1990. Alors que le droit à l'IVG se fragilise quasiment partout dans le monde et chez nous³, c'est en toute logique que nous avons souhaité rencontrer⁴ Jeanne Vercheval-Vervoort pour ce numéro de *Chronique féministe* consacré aux féministes et citoyennes. D'entrée de jeu, le décor était planté...

JJV : « Quand j'étais une militante dans les mouvements de la paix et au parti communiste, le féminisme, ça allait de soi, on ne pouvait pas ne pas s'engager. À partir d'une certaine époque, des grèves de la FN⁵... mais ce n'est pas ça qui a déclenché cet engagement chez moi. Tout à coup, je me suis rendue compte que les femmes vivaient une souffrance. Souffrir d'être femme, ce n'est pas normal. On ne peut pas imaginer laisser souffrir tout un peuple. Les mouvements pour la paix, les mouvements caritatifs sont là pour le dire. Mais laisser souffrir la moitié de l'humanité, une fois qu'on a pris conscience de ça, on ne peut pas ne pas s'engager. Donc, c'est un parcours normal.

LS : Et aujourd'hui, c'est quoi pour vous être citoyenne ?

JJV : Je suis une vieille dame maintenant, je vais avoir 80 ans⁶. Pour moi, c'est soutenir ce qui se passe maintenant, essayer

de comprendre le pourquoi des choses. Que ce gouvernement est antisocial, c'est clair pour moi depuis le départ. Que la pauvreté augmente, c'est clair aussi. Qu'on divise les gens entre eux, c'est aussi très clair. Je ne vais pas dire qu'on en arrive au fascisme mais en tous cas à une fascisation du pouvoir. Quand on entend le président français s'adresser aux gilets jaunes... mais il ne s'adresse pas à des enfants ! Mais à des gens qui souffrent, des gens qui en ont marre, des gens qui ont envie de tout bouleverser si pas casser. Moi, il me semble que si j'avais vingt ans, je serais un casseur, pas un voleur mais un casseur. Cette société est vraiment une société de casseurs : on casse la sécurité sociale, on casse la personnalité des gens dès l'enfance... (...) Je crois que je prendrai toujours mes distances par rapport à la droitisation de certains mouvements mais je peux tout à fait comprendre. Il y a une indécence chez les gens de pouvoir. Mais pourquoi ils peuvent aller jusque-là ? Ils nous lobotomisent. Je suis en

colère. Je suis en colère tous les jours. (...) Je n'arrêterai pas... Je ne comprends pas comment on est tombé dans le piège. Je regarde mes petits-enfants et je me demande comment ils vont faire pour échapper à ça. Si j'avais vingt ans, en tous cas, je ne ferais plus d'enfants. Qu'on en soit encore à discuter de l'accueil des gens qui en ont besoin... et la Terre qui est occupée à mourir et on ne bouge pas. On ne bouge pas !

LS : Partir du peuple, le mouvement des gilets jaunes... cela rejoint vos idées ?

JJV : Oui, tout à fait. Quand des personnes de bonne foi et de gauche disent « c'est une jacquerie⁷ », je dis non, c'est autre chose, c'est vraiment quelque chose de spontané : la colère spontanée du peuple dont parlait Rosa Luxemburg⁸. C'est une chose normale dans cette situation. Est-ce qu'ils vont avoir la force de tenir ? Est-ce qu'ils vont être manipulés ? Est-ce que la gauche va enfin comprendre ? Si les syndicats se

contentent de faire des journées comme aujourd'hui si on n'appelle pas à la grève générale, si on ne bousille pas ce gouvernement, et bien, le prochain gouvernement, même s'il est socialiste, il appliquera ce qui est décidé aujourd'hui. Ce qu'il faut, c'est lui faire peur. C'est lui dire : nous sommes suffisamment forts pour être contre, pour vous balayer. Mais ils ne vont pas jusque-là.

LS : Vous prônez toujours la révolution plutôt que la réforme ?

JVV : Je ne pense pas que des réformes soient possibles s'il n'y a pas un grand mouvement populaire européen. Maintenant, les gouvernements commencent à avoir peur. Ils ont plus peur des gilets jaunes que des syndicats. Et c'est parce que les syndicats n'ont pas joué leur rôle, parce que la gauche n'a pas joué son rôle. C'est ce qu'on disait aux Marie Mineur, dès le départ : il faut retrouver la façon dont la gauche parlait à la classe ouvrière au début du siècle. Non seulement, elle disait ce qu'elle pensait du capitalisme mais elle formait la classe ouvrière. Il y avait des petits livrets, le catéchisme du peuple, etc. Tout ça existait pour expliquer au peuple ce qu'il était possible pour lui, comment il était possible pour lui d'exister. Et maintenant, on ne dit plus au peuple « *il est possible que vous existiez* » mais on dit « *on va faire tout pour vous* ». Mais ce n'est pas vrai, on ne peut pas penser à la place du peuple. Ce n'est pas possible. (...) Si le peuple se retrouve, ça pourrait barder. Et comme il n'a pas été éduqué, qu'il ne sait pas certaines choses qu'il devrait savoir, ça risque d'être dangereux. Mais de toutes façons, une révolution, ce n'est jamais sage. On ne peut pas se faire d'illusions.

LS : Est-ce que vous percevez une évolution dans le type de militance, vous qui pratiquiez la désobéissance civile ?

JVV : Les Marie Mineur, c'était un peu comme les gilets jaunes. Il n'y avait pas de chef. On sortait de 1968. On n'avait pas besoin de porte-parole. Je l'ai été par la force des choses mais pas tout de suite. Comme j'avais une certaine expérience de militantisme, que je viens d'un milieu ouvrier, que j'ai moi-même été ouvrière, je savais de quoi je parlais. J'avais une éducation politique. Et nous étions trois-quatre à l'avoir dans notre groupe. Et nous étions guéries des partis communistes. On en avait marre de ce genre de choses, que ce soit trotskyste, maoïste, etc. On faisait barrage par

rapport à tous ces gens qui venaient nous faire la leçon. Là aussi, quand nous étions dans des piquets de grève, on venait nous dire que ce n'était pas comme ça qu'il fallait faire, que ce délégué syndical valait mieux que cette femme... ou on essayait de nous prendre sous protection. Et là, on a refusé. C'est un peu comme les gilets jaunes maintenant, ils ne veulent pas de porte-parole. Evidemment, ils sont plus faibles à cause de ça mais c'est aussi leur force. Ils finiront par avoir une hiérarchie, des leaders vont naître. Croisons les doigts, espérons que ce ne soit pas des leaders d'extrême-droite.

LS : On voit que c'est toujours aussi difficile de faire entendre sa voix.

JVV : La classe ouvrière croit, de moins en moins, qu'elle est encore représentée.

Les syndicats doivent faire le coming out. C'est sur eux que repose l'avenir social du pays ! Ça ne va pas de faire un petit machin comme aujourd'hui. Ce n'est pas assez. Ils doivent faire plusieurs jours de grève. C'est vrai que ça coute cher à la classe ouvrière mais qu'ils le fassent en pont alors, entre deux mois... et ça coutera moins cher. Sans grève générale, on n'y arrivera pas. Oui, on arrivera peut-être à faire tomber le gouvernement et on en mettra un autre qui fera la même chose. En mettant des gants. Celui-ci en met moins que les socialistes. Mais les socialistes ne sont pas tout clairs dans ce qui se passe maintenant. Je crois que je deviens anarchiste... (rires) De plus en plus, je rallie les thèses de Rosa Luxemburg. L'éducation populaire, elle devrait être dès l'école maternelle. Apprendre à aimer l'autre, le respecter. Le passage à l'acte,

*Affiche des Marie Mineur. Carhif.
Collection Jeanne Vercheval.*



s'imposer. On a le droit à la dignité, à ne pas être traité-e-s comme des enfants. Ces premiers ministres ou ces présidents de la République qui osent vous parler comme à des enfants, comme s'ils connaissaient bien la situation. Mais ils sont en dehors de nos situations, ils ne savent pas ce que c'est de vivre avec 1000 euros. Et encore, ils ne les ont pas, ces 1000 euros...

LS : Quel est votre regard sur les dernières lois touchant de près ou de loin au droit à l'avortement ?

JVV : C'est vraiment un retour en arrière. Par des lois soi-disant humanistes, on nous fait reculer de 40 ans. Il a fallu 29 ans pour qu'on ait le droit, un semblant de droit à l'avortement et maintenant, on recule. On n'est pas sorti du code pénal. On peut toujours aller en prison. C'est très grave ! De quoi ils se mêlent ? Le corps des femmes, ça nous appartient. Dans notre corps, c'est chez nous et ce n'est pas chez eux.

LS : Cette actualité résonne particulièrement pour vous...

JVV : Déjà, quand la loi⁹ est passée, on trouvait que c'était une grosse trahison. Parce que nous, ce qu'on voulait, c'était sortir du code pénal. Ça n'a rien à voir avec la justice. Éventuellement avec la santé, mais pas avec la justice. De toute façon, les femmes ont toujours avorté. Même celles qui étaient contre l'avortement ! Elles se sentent coupables. La culpabilité, ce n'est pas mal non plus. Ça fait partie de notre éducation chrétienne. Et au niveau de la contraception, ça ne bouge pas. Les hommes s'en sortent bien, ils n'ont toujours pas de contraception.

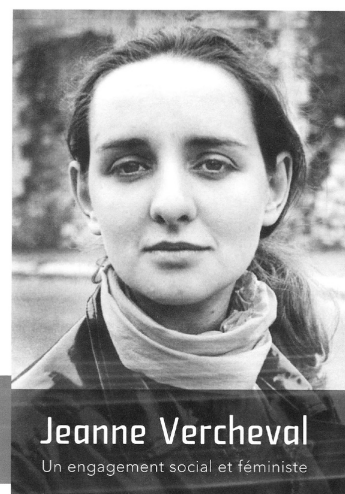
Il a fallu cent ans pour pouvoir voter ! Il y a des tas de choses qui vont très vite

sauf l'effacement des lois qui enferment les femmes. Ça, ça ne va pas vite. Pourquoi ? Parce qu'elles n'ont pas pris conscience de leur force. Elles auraient pu faire des grèves générales toutes seules. En Espagne, il y a des choses comme ça qui se passent mais pas chez nous. Non pas parce que nous sommes un petit pays, la France non plus. Je crois qu'on aurait dû. On en parlait dans les années 1970. On disait : « Si on arrêta de travailler deux jours, ils se rendraient compte de notre force ». Mais comment faire alors que les syndicats étaient encore tout-puissants ? C'était à l'époque où on disait que c'était plus intéressant de voter pour les hommes que pour les femmes aux élections syndicales : « Pour le plaisir, les femmes oui, mais pour la lutte, votez pour un homme ». Ça, on l'a fort diffusé à cette époque-là. Nous avons été fort dédaignées par les syndicats. Toujours. À part pour la grève de la FN. Et avant qu'elles aient la solidarité des hommes, il a fallu du temps. Là aussi, c'est à partir du moment où elles font peur. On se dit qu'elles prennent trop de force, trop d'importance, trop de place. À ce moment-là, ils se disent qu'ils vont y aller.

Si Jeanne Vercheval-Vervoort s'est retirée du militantisme social et féministe, elle garde encore des contacts avec le milieu et intervient de temps à autre comme invitée lors de conférences. Également passionnée de culture¹⁰, autrice (*Terrils ; Des femmes dans l'Histoire : en Belgique, depuis 1830 ; Cécile Douart - Un regard retrouvé...*) et tenant à cœur de transmettre aux nouvelles générations, elle fourmille toujours de projets et s'est plongée dans ses archives, ses notes de terrain qui pourraient faire l'objet d'un nouveau travail d'écriture. ■

(Propos recueillis par Laurence Stevelinck)

- 1 Voir la biographie qui lui est consacrée : Marissal, Claudine et Gubin, Eliane, *Jeanne Vercheval - Un engagement social et féministe*, Bruxelles, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 2011.
- 2 Du nom de Willy Peers, gynécologue belge qui a été emprisonné en 1973 pour avoir pratiqué des avortements. Une grande mobilisation s'organisa pour demander sa libération et permettra de débattre de la contraception et de l'avortement sur la place publique.
- 3 Voir notamment la loi de soi-disant sortie de l'IVG du code pénal et celle concernant la reconnaissance des fœtus morts, votées toutes deux en 2018, la pénurie de médecins pratiquant l'avortement, le refus de certains hôpitaux de l'organiser...
- 4 L'interview s'est déroulée le 14 décembre 2018, journée de grève organisée en front commun par les syndicats pour dénoncer notamment la réforme des pensions. Le mouvement des gilets jaunes avait émergé quant à lui depuis quelques semaines et le gouvernement Michel n'avait pas encore chuté.
- 5 En 1966, 3000 ouvrières de la Fabrique Nationale (FN) de Herstal ont fait grève durant douze semaines scandant « à travail égal, salaire égal ». Leur combat en a inspiré d'autres à travers le monde.
- 6 Jeanne Vercheval-Vervoort a eu 80 ans ce 16 mars 2019.
- 7 Terme qui désigne une révolte paysanne.
- 8 Militante socialiste et communiste, théoricienne marxiste et révolutionnaire, née dans l'Empire russe en 1871, assassinée à Berlin en 1919.
- 9 La loi Lallemand-Michielsen de 1990 dépénalisant partiellement l'avortement en Belgique.
- 10 Avec son mari Georges Vercheval, Jeanne est notamment à l'origine du Musée de la photographie de Charleroi.



Ouvrage disponible à la Bibliothèque Léonie La Fontaine de l'Université des Femmes.

